Nations Unies S/PV.5287



Conseil de sécurité

Soixantième année

Provisoire

5287e séance
Jeudi 20 octobre 2005, à 10 heures
New York

Président :	M. Motoc	(Roumanie)
Membres :	Algérie	M. Benmehidi
	Argentine	M. Mayoral
	Bénin	M. Idohou
	Brésil	M. Tarisse da Fontoura
	Chine	M. Cheng Jingye
	Danemark	M. Faaborg-Andersen
	États-Unis d'Amérique	M. Bolton
	Fédération de Russie	M. Denisov
	France	M. de la Sablière
	Grèce	Mme Papadopoulou
	Japon	M. Oshima
	Philippines	M. Mercado
	République-Unie de Tanzanie	M. Manongi
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Thomson

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

05-56091 (F)

La séance est ouverte à 10 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Ibrahim Gambari, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Ibrahim Gambari, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Je lui donne à présent la parole.

M. Gambari (*parle en anglais*) : Plus d'un mois s'est écoulé depuis le retrait des colonies de peuplement et des infrastructures militaires israéliennes de la bande de Gaza. À l'époque, nous nous attendions à ce que la période suivant le désengagement soit à la fois riche d'espoirs et de dangers. Depuis lors, nous avons vu se concrétiser les uns et les autres.

Le jour du dernier exposé fait au Conseil sur cette question (cf. S/PV.5270), le niveau de violence à Gaza a connu une escalade, lorsqu'une explosion lors d'un rassemblement du Hamas à Jabaliya a tué 19 personnes. Peu après, le Hamas a effectué des tirs de roquettes sur Israël, qui a répondu par des attaques aériennes sur Gaza et par une vague massive d'arrestations en Cisjordanie. Des heurts se sont également produits entre les forces de sécurité palestiniennes et les militants.

Ces incidents montrent le risque bien connu de voir la dégradation de la sécurité faire dérailler le processus politique. Les rencontres prévues entre le Premier Ministre Sharon et le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, ont d'ailleurs été reportées à deux reprises le mois dernier.

En bref, le désengagement n'a pas encore ranimé le processus de paix. Toutefois nous continuons de croire qu'il offre un bon point de départ et une occasion de le faire, si l'on mène à bien le programme énoncé par le Quatuor, et si l'on renoue et élargit le dialogue entre les Gouvernements israélien et palestinien. La communauté internationale est prête à apporter son aide, mais la responsabilité de saisir cette occasion revient plus que jamais aux parties.

Je voudrais à présent évoquer certaines des mesures prises depuis le retrait. L'Envoyé spécial du Quatuor, M. James Wolfensohn, est retourné dans la région le 7 octobre afin de promouvoir le programme du Quatuor relatif au désengagement. M. Wolfensohn s'est efforcé d'obtenir des accords sur les questions du plan dit « six points plus trois » relatives à la circulation, à la sécurité et à la réforme, et qui sont à la base de son action depuis juin.

La première de ces six questions communes porte sur les points de passage frontaliers et les axes commerciaux. La réouverture du poste frontière de Rafah, entre l'Égypte et Gaza, revêt une importance sociale et politique immédiate, car elle permettrait de restaurer pour les Palestiniens une certaine ouverture pour les Palestiniens sur le monde à l'extérieur de Gaza. Elle permettrait aussi d'ouvrir la voie à des accords sur les points de passage des frontaliers avec Israël, sur la création d'un couloir reliant Gaza à la Cisjordanie et sur la réouverture de l'aéroport et du port de Gaza. Depuis le 17 septembre, le poste frontière de Rafah n'a été totalement ouvert que pendant cinq jours, dans l'attente d'un accord entre les parties sur son administration. Selon l'Envoyé spécial, un accord sur le régime du passage des frontières est proche. Les parties sont parvenues à un consensus sur les principaux éléments techniques de son administration, ainsi que sur la présence d'une tierce partie le long de la frontière avec l'Égypte.

L'Union européenne a fait savoir qu'elle envisagerait d'assumer éventuellement ce rôle, bien qu'une invitation officielle n'ait pas encore été lancée. Nous espérons toutefois que les informations selon lesquelles le poste frontière de Rafah devrait être rouvert d'ici le 15 novembre sont exactes et nous exhortons les trois parties à continuer de collaborer sur cette question capitale.

La circulation des personnes et des marchandises entre Israël et Gaza et entre Israël et la Cisjordanie doit

également s'améliorer. L'Envoyé spécial estime que les parties sont proches d'un accord sur un système de gestion de ces frontières, mais Israël, depuis le 5 septembre, refuse de rencontrer l'Autorité palestinienne pour poursuivre les négociations. Il n'y a pas non plus de discussions entre les parties au sujet des propositions tendant à instaurer un corridor pour relier la Cisjordanie et Gaza. Les États-Unis et la Banque mondiale ont engagé une étude comparative des coûts d'une liaison routière par rapport à une voie ferrée, mais Israël a exigé que l'on suspende cette étude.

Parallèlement, le Quatuor met actuellement en œuvre un programme d'aide de grande ampleur visant à créer des emplois et à favoriser le redressement de l'économie palestinienne après le désengagement. Le 5 octobre, la Commission européenne a fait savoir qu'elle proposait d'augmenter l'aide de l'Union européenne aux Palestiniens d'environ 250 millions d'euros. Cette offre est toutefois subordonnée à l'amélioration des conditions de sécurité et de circulation. D'autres donateurs ont également fourni une aide supplémentaire et selon une estimation préliminaire, les décaissements atteindront cette année entre 1,1 et 1,3 milliards de dollars des États-Unis, ce qui correspond à une augmentation de 25 % à 35 % par rapport à la moyenne annuelle des quatre dernières années. Au moins 35 % de cette aide internationale aux Palestiniens sera acheminée par la voie des institutions spécialisées des Nations Unies.

Il ne pourra y avoir de redressement viable de l'économie palestinienne tant que les restrictions imposées aux déplacements des personnes et des marchandises ne seront pas levées et tant que l'Autorité palestinienne ne sera pas en mesure d'établir fermement son contrôle administratif. Nous notons avec préoccupation les informations récentes fournies par l'Envoyé spécial concernant un certain nombre de faiblesses au niveau des structures internes de l'Autorité palestinienne ainsi que la crise budgétaire croissante de cette dernière. Nous partageons également la déception de l'Envoyé spécial quant au fait qu'aucun des problèmes de circulation n'a été résolu ce mois-ci malgré les progrès accomplis par les parties au niveau des aspects techniques du régime frontalier de Gaza. Nous espérons que des progrès importants seront faits dans les semaines à venir.

J'aimerais maintenant passer aux entretiens bilatéraux entre les parties et aux questions politiques intérieures. Nous caressons l'espoir depuis un certain temps que le désengagement contribue à favoriser une plus grande confiance entre les deux parties, et permette un dialogue sur un éventail plus vaste de problèmes. Il ne fait pas de doute que le processus a permis d'augmenter la coopération entre les parties au niveau pratique. Les dirigeants sont également plus proches d'une reprise des négociations bilatérales, semble-t-il. Une réunion entre le Premier Ministre israélien, Ariel Sharon, et le Président palestinien, Mahmoud Abbas était prévue pour le 2 octobre; il se serait agi de la première réunion de ce type depuis juin. Or, elle a été reportée deux fois et a maintenant été reprogrammée pour novembre.

Il est clair que le regain de violence a joué un rôle dans l'échec de ces projets de pourparlers bilatéraux entre dirigeants palestiniens et israéliens et a également rendu leur position sur le plan intérieur encore plus difficile. M. Sharon a mené à bien son désengagement malgré des pressions nationales virulentes. Ces pressions se sont ranimées suite aux attentats à la roquette du 24 septembre à Sderot. En ce qui concerne la partie palestinienne, le 3 octobre, le Conseil législatif a demandé au Président de dissoudre le Gouvernement et de mettre un nouveau Gouvernement en place dans les deux semaines. Cet appel a été précipité par d'importants affrontements armés entre la police palestinienne et des militants. Avec ces pressions, il est encore plus difficile aux deux dirigeants de prendre de nouvelles mesures en faveur de la paix.

Sur les plans de la sécurité et de la violence, je tiens à signaler que les conditions de sécurité se sont dégradées notablement au cours de la dernière semaine de septembre et de la première semaine d'octobre. Les civils israéliens comme les civils palestiniens ont eu à subir de plein fouet cette nouvelle flambée de violence. Les événements de ce mois ont mis une fois encore en exergue la nécessité de faire preuve de plus de retenue afin de protéger les civils et de créer des conditions favorables à la poursuite du processus politique.

Le 23 septembre, une forte explosion survenue pendant un meeting du Hamas dans le camp de réfugiés de Jabaliya a fait 19 morts et 130 blessés. D'après l'Autorité palestinienne et la plupart des observateurs, c'est une erreur de manipulation d'explosifs par le Hamas lors du meeting qui est à l'origine de cette explosion. Toutefois, le Hamas en a accusé Israël et a

lancé 30 roquettes sur la ville israélienne de Sderot le jour suivant blessant cinq Israéliens.

Israël a répliqué à cette attaque par le bouclage de la bande de Gaza et de la Cisjordanie et par des raids aériens contre des cibles situées à Gaza pendant dans les quatre jours qui ont suivi. A plusieurs reprises, des avions de chasse F-16 israéliens sont venus survoler à très basse altitude la bande de Gaza. Les « bangs » supersoniques qui en ont résulté ont semé la peur dans toute la population et des responsables de services médicaux de Gaza ont fait état de retombées néfastes sur les enfants et les femmes enceintes. En Cisjordanie, les militaires israéliens ont tué trois militants présumés le 29 septembre et ont procédé à l'arrestation de centaines d'autres. Cette série d'arrestations est la plus importante depuis l'opération « Bouclier défensif » de 2002.

Les services de sécurité palestiniens ont également réagi au regain de violence de la part des militants par des affrontements avec des militants à Gaza et la confiscation d'explosifs et de roquettes Qassam. L'Autorité palestinienne a indiqué que les services de sécurité palestiniens avaient fait échec à 17 attentats terroristes visant Israël depuis le désengagement. Les efforts faits pour contrôler les militants ont mis à rude épreuve les capacités des services d'ordre palestiniens. Le 2 octobre, un commandant de police palestinien et deux civils ont été tués dans des affrontements avec des militants du Hamas et plus de 40 personnes, dont de nombreux enfants, ont été blessées. Le lendemain, la police palestinienne a fait irruption dans le complexe du Conseil législatif en tirant en l'air pour protester contre son impuissance face aux attentats de militants.

La situation s'est améliorée en matière de sécurité au cours de la deuxième semaine d'octobre, mais le 16 octobre, des militants de la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa ont tué trois Israéliens qui se rendaient dans des colonies de Cisjordanie. Israël a répliqué en imposant des restrictions strictes aux déplacements de Palestiniens en Cisjordanie.

Le Coordonnateur des États-Unis pour les questions de sécurité, le général William Ward, et ses collaborateurs poursuivent leur important travail pour faire avancer la réforme de la sécurité. La direction palestinienne a fait part de sa décision de confisquer toute arme détenue illégalement et a nommé trois responsables chargés de la réforme du secteur de la sécurité. Ces mesures pourraient permettre d'endiguer notablement la violence interne et de progresser vers la mise en œuvre de la Feuille de route s'agissant des engagements palestiniens en matière de sécurité. De nouveaux progrès dans ce domaine sont absolument critiques au cours des semaines et des mois à venir.

S'agissant des questions de circulation et des bouclages, la circulation de personnes et des marchandises en provenance et en direction de la bande de Gaza a été plus restreinte que pendant les mois qui avaient précédé le désengagement. Le nombre de travailleurs utilisant le passage d'Erez pour entrer en Israël a accusé une forte diminution. Outre les bouclages à Rafah et Erez, le terminal de transit de marchandises de Karni a également été fermé plusieurs jours, provoquant une réduction des exportations et des importations vers Gaza, et partant, une pénurie de denrées alimentaires telles que le lait.

On ne peut pas encore attribuer cette hausse des restrictions à la circulation à la situation qui a suivi le désengagement, car elle correspond à une politique de bouclages imposée les années précédentes par Israël durant les fêtes juives. Au cours des dernières années, les longues périodes de bouclage ont aussi eu d'importantes répercussions sur les revenus et l'économie de Gaza. Les incidences de ces restrictions à la circulation sont particulièrement inquiétantes dans cette période très fragile qui suit le désengagement.

Comme on l'a dit lors des précédents exposés, Israël a réduit le nombre des points de contrôle et des mesures de bouclage en Cisjordanie en 2005, mais les mesures de bouclage ont été augmentées à nouveau après la mort par balles de trois Israéliens le 16 octobre.

Les préoccupations suscitées par l'implantation de colonies de peuplement et la barrière, qui ont été récemment encore exprimées par le Quatuor, n'ont pas été prises en compte : Israël continue d'ériger la barrière dans la zone de Jérusalem. Les colonies de peuplement et les restrictions imposées autour d'elles, ainsi que la barrière, continuent d'entraver la libre circulation des Palestiniens à l'intérieur de la Cisjordanie. Les restrictions à la libre circulation créées par la barrière, les points de contrôle, les bouclages de frontière et le manque de sécurité interne continuent de gêner la capacité des institutions et des programmes des Nations Unies de prêter assistance aux Palestiniens tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Je voudrais dire quelques mots sur les élections. Je voudrais indiquer que les Palestiniens ont tenu un troisième tour des élections municipales en Cisjordanie le 29 septembre. À Gaza, les élections ont dû être reportées pour cause d'insécurité. La participation aux scrutins a été élevée, et le Fatah a remporté plus de 53 % des sièges des conseils municipaux contre 26 % pour le Hamas. Les préparatifs techniques sont en cours pour les prochaines élections législatives palestiniennes, prévues pour le 25 janvier 2006.

Il y a eu un certain nombre de faits nouveaux importants au Liban. Comme vous le savez, il y a eu une nouvelle tentative d'assassinat, cette fois contre May Chidiac, journaliste et animatrice vedette libanaise d'une émission de débats politiques. L'incident s'est produit le 25 septembre dans la ville de Jounieh, au nord de Beyrouth, une bombe ayant été placée sous sa voiture. Fort heureusement, Mme Chidiac a survécu à cet attentat contre sa vie, bien qu'elle ait été gravement blessée. Le Secrétaire général a réaffirmé la condamnation par l'ONU de ces actes de terreur, qui visent à intimider et à déstabiliser, et il a exprimé sa sympathie à Mme Chidiac et à sa famille. Le Secrétaire général a souligné une fois encore la nécessité de traduire en justice leurs auteurs ainsi que ceux des autres actes terroristes perpétrés récemment au Liban.

Je suis heureux de communiquer que la situation est demeurée calme le long de la Ligne bleue au Sud-Liban. Cependant, j'ai le regret de noter une fois encore la poursuite des violations aériennes par Israël de la Ligne bleue et de l'espace aérien libanais. Depuis le dernier exposé au Conseil, 11 violations aériennes au total, par 19 appareils, ont été enregistrées.

C'est là tout ce que je dirai sur le Liban. Je suis sûr que certains seront déçus, car, naturellement, ils voudraient prendre connaissance du rapport Mehlis. Cela attendra que M. Mehlis fasse lui-même son exposé au Conseil dans le cadre de séances publiques et privées.

Je tiens à faire quelques observations. Il y a un mois, le désengagement par Israël de Gaza et le fait que les Palestiniens soient parvenus à contenir la violence durant la période de désengagement ont suscité un sentiment d'optimisme au Moyen-Orient. Israël, l'Égypte et les Palestiniens semblaient prêts à s'entendre sur des mesures qui auraient permis à la population de Gaza de voyager et d'exercer plus facilement des activités commerciales. Le Premier Ministre Sharon et le Président Abbas comptaient se rencontrer pour la première fois depuis juin. D'autres faits nouveaux indiquaient une détente dans les attitudes de certains pays arabes et islamiques à l'égard d'Israël. Une flambée de violence a toutefois compromis cette évolution politique positive et émoussé ce sentiment d'optimisme. Le report des rencontres prévues entre le Président Abbas et le Premier Ministre Sharon a été particulièrement décevant, car une reprise des négociations bilatérales aurait marqué un tournant important dans les efforts pour mettre fin au conflit.

Les dirigeants israélien et palestinien se proposent maintenant de reprendre leurs pourparlers en novembre. À notre avis, ces entretiens devraient avoir lieu périodiquement, et nous espérons que les dirigeants auront la ténacité et le courage de poursuivre les négociations dans les mois à venir, même si des crises se produisaient sur le plan de la sécurité. La voie politique doit être à même de résister aux inévitables accidents de parcours en cette période instable de l'après-désengagement.

La communauté internationale, en attendant, continuera à jouer son rôle en consolidant le succès du désengagement. L'envoyé du Quatuor, James Wolfensohn, poursuivra ses efforts pour amener les parties à parvenir à un accord sur les questions clefs « six plus trois ». Les donateurs usent également de leur poids pour soutenir l'élan positif créé par le désengagement.

Le Quatuor continuera, comme il l'a fait ces trois dernières années, à œuvrer pour réaliser la vision d'une paix régionale juste, durable et globale, fondée sur les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 1397 (2002) du Conseil de sécurité. Nous nous félicitons de la réunion aujourd'hui entre le Président Bush et le Président Abbas à Washington. Toutefois, la communauté internationale ne peut qu'aider à relancer le processus de paix; elle ne peut assurer un retour à la table de négociations, à moins que les deux parties ne prennent des mesures audacieuses pour honorer leurs engagements respectifs. Les parties doivent travailler de façon constructive le mois prochain afin de régler les questions en suspens liées à l'accès et à la libre circulation par suite du désengagement, en s'employant en même temps à s'acquitter des obligations énoncées dans la Feuille de route.

L'une des obligations principales d'Israël au titre de la Feuille de route est de cesser toutes les activités d'implantation de colonies, y compris l'expansion naturelle des colonies, et de démanteler les colonies avancées établies depuis mars 2001. La cessation des activités d'implantation de colonies est une mesure de confiance importante : alors qu'Israël continue d'établir des colonies de peuplement en Cisjordanie, il est difficile pour le Président Abbas de convaincre les Palestiniens que les pourparlers de paix avec Israël aboutiront à la création d'un État palestinien viable. Il faut en dire autant de la construction par Israël de la barrière sur le territoire palestinien.

Pour sa part, l'Autorité palestinienne doit poursuivre la réforme d'ensemble et le renforcement de ses services de sécurité dans le but de mettre fin à la violence et à la terreur, comme il est énoncé dans la Feuille de route. Les événements survenus le mois dernier ont souligné comment les problèmes de sécurité internes ont le potentiel de faire échouer le processus politique et le processus de paix. Il y a des signes que les Palestiniens appuient vigoureusement les efforts du Président Abbas pour maîtriser les groupes militants. Les dirigeants palestiniens doivent maintenant tirer avantage de cet appui et démontrer qu'ils sont capables d'améliorer les capacités palestiniennes en matière de maintien de l'ordre.

Enfin, je voudrais dire que le retrait des colons israéliens et de l'infrastructure militaire a procuré un soulagement à la population de Gaza. Il est également de nature à ouvrir de nouvelles perspectives de paix entre les Israéliens et les Palestiniens. Une coordination, une coopération et un engagement plus énergiques des Israéliens, des Palestiniens et de la communauté internationale sont nécessaires pour traduire le succès du désengagement en une paix négociée et durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Gambari de son exposé complet.

Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 10 h 40.